

AGROFORESTERIE

L'arbre, avenir de l'agriculture

Cultiver sur une même parcelle des arbres et des céréales, c'est le défi que se sont lancé plusieurs paysans romands, séduits par les intérêts agronomiques et écologiques de l'agroforesterie.

A l'entrée d'Arnex-sur-Orbe (VD), un étonnant paysage accroche le regard. Animée par un léger courant de bise, une parcelle d'orge ondule, jalonnée par plusieurs allées de jeunes noyers, merisiers et aliziers. Retour à d'anciennes pratiques? Nouvelle directive fédérale pour la beauté du paysage? Que nenni. C'est à un paysan innovant qu'on doit cette plantation originale. L'exploitant est en effet convaincu qu'entre arbres et cultures, nul besoin de choisir.

Il y a cent ans, la démarche de Nicolas Bovet n'aurait surpris personne. «Planter des arbres au milieu des champs était une pratique très répandue, qui permettait aux paysans de récolter des céréales, du bois de feu et des fruits sur une même parcelle», précise Felix Herzog, collaborateur à l'Agroscope.

Nicolas Bovet, lui, n'est pas du genre à regretter le temps passé. S'il s'est lancé dans ce qu'on appelle l'agroforesterie, c'est parce qu'il est convaincu des intérêts agronomiques et écologiques de la culture combinée d'arbres et de céréales. «C'est un article paru dans *Terre&Nature* en 2011 qui m'a mis la puce à l'oreille.» Déjà sensible aux techniques agroécologiques, l'exploitant vaudois décide alors de planter cormiers, noyers, chênes, poiriers, aliziers, merisiers et tilleuls. «Ce sont majoritairement des essences pour le bois précieux, pas pour les fruits.» A terme, l'objectif de Nicolas Bovet, outre de profiter de la symbiose qui s'instaure entre les grandes cultures et les arbres, c'est de valoriser différemment sa surface agricole. «Les arbres ont une valeur économique non négligeable et deviennent un véritable patrimoine pour l'exploitation.»



A Arnex-sur-Orbe (VD), Nicolas Bovet pratique l'agroforesterie et cultive sur la même parcelle de l'orge et des cormiers, noyers, chênes ou merisiers pour le bois d'œuvre.



Au total, Nicolas Bovet a planté plus de 250 arbres sur 7,4 hectares, autour de sa ferme. Cette année, la parcelle est recouverte d'orge, mais cela pourrait tout aussi bien être du pois ou du maïs. «Il n'y a pas de concurrence entre les arbres et les cultures, au contraire», précise-t-il. En parcourant les allées enherbées où croissent ses jeunes plants, l'exploitant liste les avantages que lui procurera l'agroforesterie. «Les racines des arbres travaillent le sol et récupèrent les éléments de fertilisation, évitant ainsi le lessivage. Les feuilles mortes augmentent le taux de matière organique du sol, bénéfique aux cultures. Enfin, les arbres font revenir des pollinisateurs et des auxiliaires, comme les carabes, qui s'occupent des pucerons ou des limaces.»

Arrivé en bout de sa parcelle, l'exploitant de 40 ans désigne de la main une haie longue de 150 mètres. Pour l'instant, les sureaux, prunelliers et chèvrefeuilles dépassent à peine du couvert végétal. Mais Nicolas Bovet compte sur eux pour produire un effet brise-vent et ainsi lutter contre la verse des cultures. «La haie et les rangées d'arbres jouent aussi un rôle tampon: l'hiver, ils captent la chaleur et luttent contre les gelées. L'été, ils empêchent que les cultures ne se dessèchent.»

Importante valeur ajoutée

Tout aussi convaincu que Nicolas Bovet, Alain Vuilliamy s'est également lancé dans l'aventure. C'est l'essor que connaît l'agroforesterie en France qui a décidé l'exploitant d'Oulens-sous-Echallens (VD) à planter, il y a deux ans, merisiers, aliziers et noyers dans ses parcelles de betteraves ou de blé. Comme Nicolas Bovet, Alain Vuilliamy espère produire du bois d'œuvre, destiné à la fabrication de meubles, et qui pourrait se vendre plusieurs centaines de francs le mètre cube. «Nous n'avons pas fait de calculs ni de business plan, affirment en chœur les deux paysans, qui savent que le retour sur investissement prendra des dizaines d'années. Mais avec des arbres, nos terres gagnent de la valeur.» Des études

menées en France confirment leurs espoirs: plus espacés que dans une zone forestière, les arbres poussent plus vite, leurs troncs sont plus larges, avec des cernes réguliers, leur conférant davantage de valeur.

C'est en France, justement, que l'agroforesterie connaît son essor le plus important. On estime que plus de 8000 hectares ont été mis en place ces 15 dernières années. En Suisse, seuls une vingtaine de paysans se sont lancés dans l'agroforesterie depuis 2008, essentiellement en Suisse orientale. «Tous sont des pionniers, des agriculteurs qui acceptent de prendre des risques», reconnaît Felix Herzog, qui suit de près l'évolution du secteur. Le chercheur n'a pas pour autant énormément de moyens à disposition. «L'agroforesterie est pleine de promesses. Encore faut-il que le contexte politico-légal lui fasse une place.»

Car c'est là que le bât blesse, regrettent Nicolas Bovet et Alain Vuilliamy. «Le terme même d'agroforesterie n'apparaît pas dans les tables de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), alors qu'en Europe, les agriculteurs sont soutenus pour planter des arbres.» Protection du sol contre l'érosion, capture du carbone, amélioration de la biodiversité et de l'esthétique du paysage: à en croire un rapport de l'Agroscope, l'agroforesterie regorge pourtant d'avantages agronomiques et environnementaux qui semblent s'inscrire dans la ligne de ce que prône la Confédération. «Les surfaces agricoles sont destinées à produire de l'aliment. Si l'exploitant plante des essences pour la production de bois énergie ou de bois d'œuvre, cela ne rentre pas dans notre système des paiements directs», répond laconiquement l'OFAG, qui distribue en revanche des contributions pour les pâturages boisés, les arbres haute tige ou isolés. Résultat, dans le cadre de la politique agricole 2014-17, Nicolas Bovet et Alain Vuilliamy ne toucheront pas un centime d'aide pour leurs arbres et les avantages écologiques qu'ils génèrent. Heureusement, il en faut plus pour les décourager. «Je ne fais pas ça pour l'argent, mais par conviction personnelle, affirme Nicolas Bovet. On veut que l'agriculture produise davantage tout en protégeant mieux les ressources. Ces exigences difficilement compatibles, l'agroforesterie peut contribuer à les satisfaire.»

CLAIRE MULLER ■

BON À SAVOIR**Chez nos voisins français, l'agroforesterie est en plein essor**

En France, entre 2007 et 2013, les surfaces dédiées à l'agroforesterie ont augmenté de 4500 hectares. «Le potentiel est énorme, précise Fabien Liagre, du bureau d'étude spécialisé Agrofoot. Le problème, c'est que le soutien européen à ce type de culture n'a été activé qu'en 2010. Si on prend en compte les projets en attente de financement, nous pourrions alors viser entre 15 000 et 30 000 hectares supplémentaires d'ici à 2020.» Comment expliquer cet essor subit? «En



France, il est désormais nécessaire de développer des mesures protectrices des zones de captage d'eau potable, explique Fabien Liagre. Les agences de l'eau promeuvent l'agroforesterie, qui s'avère particulièrement efficace dans ce domaine. Ainsi, notre plate-forme Agrofoot et l'Institut agricole Lasalle Beauvais, en Picardie, travaillent sur le développement de l'agroforesterie sur les zones d'adduction d'eau potable pour la ville de Paris, suite à une demande de la régie publique Eau de Paris.»

Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll est particulièrement au fait du développement des pratiques agroécologiques. Dès sa nomination, plus d'une vingtaine de lycées agricoles ont mis en place un projet pédagogique d'agroforesterie sur leurs fermes. Enfin, le contexte européen va toujours plus dans le sens de l'agroforesterie: pour la période 2014-2020, la politique agricole commune considère ces techniques comme un investissement productif de l'exploitation, lui attribuant à ce titre des aides financières.

+ D'INFOS www.agroforesterie.fr et www.agrofoot.net

+ D'INFOS www.agroforesterie.ch